

**Mobilisations citoyennes à l'occasion des célébrations
françafricaines du 14 juillet 2010**



**Aubervilliers—Nice—Lyon—Paris
21 mai - 13 juillet 2010**

Contact presse

Stéphanie Dubois de Prisque
Chargée de communication
stephanie.duboisdeprisque@survie.org

01 44 61 03 25



www.survie.org

Sommaire

Démarche.....p.4

EVENEMENTS A VENIR

Course contre la Françafrique du 3 au 13 juillet Lyon-Paris.....p.5

Manifestation et bal anticolonial 13 juillet Paris.....p.6

Campagne *Libérons-nous de 50 ans de Françafrique!*.....p.8

RAPPEL DES EVENEMENTS PASSES

Colloque à l'Assemblée nationale.....p.10

Forum Citoyen France-Afrique.....p.12

Mobilisations citoyennes à Nice le 31 mai.....p.14

Paris-Nice à pied pour les sans-papiers.....p.16

Démarche

En cette année 2010, les anciennes colonies africaines de la France commémorent le cinquanteaire de leur accession à l'indépendance. Le président Nicolas Sarkozy a souhaité placer **la France au premier plan de ces célébrations** en créant un Secrétariat général du cinquanteaire des indépendances piloté par Jacques Toubon et chargé d'organiser des « célébrations concertées » avec les pays africains.

L'objectif de cette démarche est **d'affirmer une version officielle de l'histoire de la décolonisation et des indépendances africaines**, de faire un bilan « décomplexé » de 50 ans de relations franco-africaines et d'achever une prétendue rénovation annoncée de ces relations, symbolisée notamment par la révision des accords de défense déjà entamée.

Outre le soutien accordé à différents projets associatifs ou universitaires, ces célébrations officielles sont surtout marquées par plusieurs grands rendez-vous diplomatiques, notamment un sommet Afrique-France à Nice le 31 mai et le 1er juin, mais aussi **la venue à Paris des 14 chefs d'États des anciennes colonies et de leurs délégations militaires** qui participeront au défilé du 14 juillet et assisteront à un sommet diplomatique qualifié de « familial ».

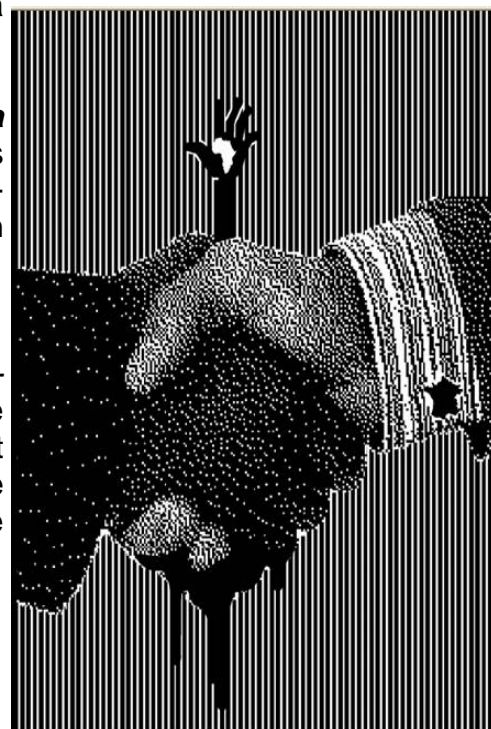
Après avoir organisé un colloque à l'Assemblée Nationale sur le contrôle parlementaire le 25 mai dernier, un forum citoyen France Afrique le 29 mai et des manifestations, débats et actions de rue en contrepoint du Sommet Afrique-France des chefs d'Etats à Nice le 31 mai dernier, le cycle de mobilisations citoyennes se prolonge. (Voir le détail des évènements passés à la fin de ce dossier de presse).

Dans ce contexte particulier de commémoration du cinquanteaire des indépendances, et alors que les promesses de rupture en matière de politique africaine sont pour la plupart restées lettres mortes, l'association Survie a décidé de faire entendre une autre voix sur la question des relations franco-africaines lors de deux évènements à venir:

- **La Course contre la Françafrique** partant de Lyon pour arriver à Paris avant le 14 juillet regroupant une trentaine de cyclistes. Chaque soir, dans les 10 villes traversées, un court documentaire sera suivi d'un échange sur la politique africaine de la France.

- **La manifestation du 13 juillet 50 ans de Françafrique ça suffit !** à Paris réunissant plus d'une soixantaine d'associations de la diaspora africaine, française et partis politiques et qui sera suivie d'un **bal anticolonial** au Ministère de la régularisation de tous les sans papiers.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la campagne *Libérons-nous de 50 ans de Françafrique* que mène Survie afin de rétablir certaines vérités sur les 50 ans d'« indépendance » et de relations franco-africaines, de dénoncer la perpétuation de la Françafrique, et de demander une réforme de la politique de la France en Afrique.



Course contre la Françafrique - du 3 au 13 juillet - LYON-PARIS



Il y a 50 ans, 14 colonies africaines de la France obtenaient leur indépendance. Cet anniversaire sera célébré par la France le 14 Juillet en invitant sur les Champs Elysées 14 chefs d'Etat africains, dont nombre de dictateurs, ainsi que leurs régiments... L'association Survie lance dans le cadre de sa campagne 2010 : « Libérons-nous de 50 ans de Françafrique » une aventure hors du commun : **une caravane cycliste et citoyenne à vélo, ouverte à toutes et à tous, de Lyon à Paris du 2 au 13 juillet 2010** « gonflés à bloc pour arriver à Paris avant les dictateurs ! »



Cette aventure à vélo vise à dénoncer la politique africaine de la France qui soutient économiquement, diplomatiquement et militairement des régimes autocratiques et corrompus. Venez pédaler contre ce scandale 5km, 50 et pourquoi pas 500!

Contact:

Audrey

06 59 06 80 54

survie38@gmail.com

Samedi 3 juillet à **LYON**
 Samedi 3 juillet à **VILLIE MORGON**
 Dimanche 4 juillet à **CLUNY**
 Lundi 5 juillet à **MONTCEAU LES MINES**
 Mardi 6 juillet à **AUXY**
 Mercredi 7 juillet à **SAULIEU**
 Jeudi 8 juillet à **BUSSIERES**
 Vendredi 9 juillet à **AUXERRE**
 Samedi 10 juillet à **COURTENAY**
 Dimanche 11 juillet à **NEMOURS**
 Lundi 12 juillet à **MELUN**
 Mardi 13 juillet à **PARIS, pour arriver avant les dictateurs!**

Manifestation et bal anticolonial - 13 juillet - PARIS

Une **conférence de presse** est organisée le **jeudi 8 avril**
à la **10h30** Mairie du 2^e salle des mariages
8, rue de la Banque
75002 PARIS Métro Bourse, ligne 3

Avec:

- **Odile Biyidi-Awala**, Présidente de Survie
- **Benjamin Moutsila**, délégué national de la Fédération des Congolais de la Diaspora
- **Patrick Farbiaz**, membre de l'association Sortir du colonialisme

Appel à la manifestation

18H Place de la République (angle bd Magenta)

50 ans de Françafrique, ça suffit !

Arrêtons le soutien aux dictateurs ! Soutenons les peuples africains !

Le 14 juillet à Paris, des unités militaires de 14 pays africains défilent sur les Champs - Elysées, au côté des troupes françaises. Convoqués par Nicolas Sarkozy, les chefs d'État, amis de toujours de la France et des réseaux de la Françafrique : les Gnassingbé (Togo), Bongo (Gabon), Compaoré (Burkina Faso), Déby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Biya (Cameroun) seront présents dans la tribune présidentielle.

Ceux-là, ainsi que d'autres dictateurs et putschistes, responsables pour certains du massacre d'une partie de leur population et du maintien de celle-ci dans la pauvreté, viendront s'assurer du soutien politique, économique et militaire et de leur enrichissement personnel auprès de leur ancienne puissance coloniale.

La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles.

Dans la plupart des pays concernés, les gouvernements de la France ont éliminé ou se sont rendu complice des assassinats des leaders qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays comme Patrice Lumumba, Medhi Ben Barka, Félix Moumié, Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio, Farhat Hached ... Les autorités françaises ont mis en place des dictateurs, intégrés dans les réseaux de la Françafrique où ils côtoient l'Etat major de l'Armée, l'Elysée et des grandes entreprises comme Total, Bouygues, Bolloré, ou Areva. De l'Afrique de l'Ouest au Maghreb où Ben Ali et Mohamed VI prospèrent sur le dos de leurs peuples, l'héritage du colonialisme est toujours présent.

Aujourd'hui encore, la plupart des élections dans ces pays sont truquées, les opposants souvent emprisonnés, parfois torturés ou assassinés, par ceux là même qui défilent le 14 juillet, avec la complicité des autorités françaises.

A cette politique françafricaine s'ajoute une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélèrent le réchauffement climatique et contraignent les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. Cette « Europe Forteresse » qui fabrique des sans papiers, les exploite, et les expulse sous couvert d'accords de réadmission codifiés dans la Directive Européenne de la Honte, au mépris de la Convention Euro-



péenne des Droits de l'Homme.

CONTRE :

- Le soutien de la France aux dictateurs qui vivent impunément des rapports néocoloniaux au détriment du développement de leurs pays et du bien-être des populations ;
- La torture, les massacres, les assassinats politiques, les trafics d'armes, et l'impunité de leurs auteurs et de leurs complices ;
- la vie chère et la hausse des produits de première nécessité en Afrique
- Le pillage du continent par les pays riches par le biais de leurs multinationales, de la Banque Mondiale et du FMI ;
- L'impunité, la criminalité financière et les paradis fiscaux et judiciaires
- La politique africaine de la France menée par Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs.^

POUR :

- La démocratie et des élections libres et transparentes ;
- Le respect des droits humains ;
- L'annulation de la dette illégitime payée par les peuples africains ;
- L'accès de tous à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à l'habitat, et à la justice ;
- Une vraie mobilisation contre le Sida et le paludisme ;
- La régularisation de tous les Sans Papiers : Grévistes en lutte depuis 8 mois et Marcheurs partis de Paris le 1er Mai pour aller interpellier les dictateurs africains réunis à Nice le 31 mai, tous ensemble unis et déterminés dans un combat commun
- La fermeture des bases militaires françaises en Afrique et l'arrêt de l'aide militaire et policière française aux dictateurs sous couvert d'Aide Publique au développement.

Nous, organisations françaises et africaines, exigeons un partenariat entre l'Europe et l'Afrique pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français. Manifestons contre la Françafrique ! Place de la République, Paris, le 13 juillet , à 18 h. Bal anti-colonial, 20 H 30 H , au Ministère de la régularisation de Tous les Sans papiers, rue Baudelique , Métro Simplon, (ligne 4)

Premiers signataires :

Burkina-Faso : Union pour la Renaissance/Parti Sankariste (UNIR/P- S ; **Cameroun** : Union des Populations du Cameroun, CODE (Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise), CNR-MUN (Conseil National pour la Résistance - Mouvement Umnyobiste Cameroun/Allemagne) ; **Comores** : Coordination des Associations comoriennes (CAAC Comores); Congo Brazzaville : Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD) ; **Côte d'Ivoire** : Collectif des Ivoiriens de France (CIFD); **Djibouti** : ARD (Alliance Républicaine pour le Développement), Uguta-Toosa , Comité des Femmes Djiboutiennes contre les Viols et l'Impunité ; **Gabon** : Plate – Forme de Veille et d'Actions pour le Gabon, les Anges Gardiens du Gabon, Attac Gabon; **La Réunion** : Mouvman Antikoloniyalis Réniyoné (M.A.R); **Madagascar** : Collectif Gazy Tia Tanindrazana (GTT); **Maroc** : La Voie Démocratique; **Mauritanie** : Assez de Coups d'Etats (ACE); **Niger** : collectif Areva ne fera pas la loi; **République Sahraouie** : CORELSO; **Tchad** : Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme/ Parti Révolutionnaire Populaire et Ecologique/ (ACTUS/PRPE); **Togo** : MoLiTo (Mouvement du 4 mars pour la Libération du Togo), Sursaut Togo, Togo Futur; **Tunisie** : PCOT, FTCR

Amicale Panafricaine, Mouvement panafricaniste de Munich (AK Panafricanismus München), La Plateforme Panafricaine

Sortir du Colonialisme, Survie, AFASPA, ATTAC France, MRAP, FASTI, CADTM France, Droits Devant, CEDETIM, IPAM, ACCA - Agir aujourd'hui contre le Colonialisme, Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, Afriques en lutte, Association ARMADA, Respaix Conscience Musulmane (RCM), Réveil des Consciences, « 93 au cœur de la République » (Aubervilliers), Collectif Toussaint Louverture (Creil), Egalité Toulouse Mirail, 31, Ecoles Tiers- mondes 46, Collectif Faty KOUMBA, ZEP, Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), Mouvement des Quartiers (MQJS), Ministère de la Régularisation de Tous les Sans papiers, CNT, Union Syndicale Solidaires

Alternative libertaire, les Alternatifs, NPA, P.I. R , FASE, Parti de Gauche, PCF, Les Verts

Campagne *Libérons-nous de 50 ans de Françafrique!*

Sur le site afrique2010.fr dédié à cette campagne, 8 argumentaires sur les thématiques suivantes ont été développés:



- **Retour sur l'histoire des décolonisations françaises**
- **La Françafrique, 50 ans déjà...**
Qu'est-ce que la Françafrique? Comment a-t-elle été mise en place? Quels sont les mécanismes qui perdurent?
- **Nicolas Sarkozy et la Françafrique**
Malgré les promesses de rupture, les premières années du mandat de Nicolas Sarkozy démontrent la continuité, voire le regain d'une Françafrique désormais décomplexée.
- **2008-2010 : Dérives dictatoriales en Françafrique...**
Les années 2008-2010 ont été marquées en Afrique par de nombreux putschs et élections truquées que la France a soutenus ou validés d'une manière ou d'une autre, entérinant ainsi le recul de la démocratie en Afrique.
- **Les entreprises françaises en Afrique : pillage contre transparence**
Malgré les discours de rupture, la France reste très préoccupée par la défense de ses intérêts économiques sur le continent, qui s'apparente souvent à une prédation pure et simple des ressources locales.
- **Que fait l'armée française en Afrique ?** Malgré les discours de rupture, l'armée française demeure fortement présente dans ses anciennes colonies africaines.
- **L'Aide Publique au Développement française** Loin des objectifs affichés de solidarité désintéressée, l'APD reste avant tout un outil de défense des intérêts stratégiques et économiques de la France sur le continent africain.
- **La politique africaine de la France, un « domaine réservé » opaque et anti-démocratique** Malgré les promesses de rendre la politique africaine de la France plus transparente, celle-ci reste décidée à l'Élysée, en-dehors de tout contrôle démocratique et sous l'influence de multiples réseaux plus ou moins occultes.
- **Le franc CFA, un outil de contrôle politique et économique sur les pays africains de la zone franc**
Hérité de la colonisation, le système monétaire du FCFA prive les pays africains de la zone de leur souveraineté monétaire et sert avant tout les intérêts économiques de la France.

Survie a également lancé dans le cadre de cette campagne un **Appel - 2010 : Libérons-nous de 50 ans de Françafrique** publié dans le journal *l'Humanité* le 31 mai lors du Sommet Afrique-France de Nice:

À l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines, les autorités françaises ont pris l'initiative opportuniste d'organiser cette année un programme de rassemblements, célébrations et autres commémorations pour mettre à l'honneur la relation franco-africaine. Déséquilibrée, marquée par le poids de l'histoire coloniale, par des épisodes tumultueux qui ont conduit à une contestation croissante de la présence française sur le continent, cette relation attend depuis longtemps un aggiornamento maintes fois annoncé mais qui tarde à venir.

Les racines de ce désamour sont connues. Depuis les années 60, la France maintient sur certains Etats africains une emprise parfois comparable à la domination coloniale : ingérence militaire, soutien à des régimes autoritaires favorables aux intérêts tricolores, prédation des ressources naturelles, domination monétaire avec le franc CFA, situation quasi-monopolistique dans certains secteurs économiques, etc. Cette négation des indépendances s'opère sous couvert d'un discours officiel vantant à l'envi l'aide apportée par la France à l'Afrique. Le mythe d'une France

partenaire de l'émancipation africaine reste en effet tenace, alimenté par les déclarations incantatoires des présidents qui se sont succédé depuis 1958 en s'accommodant fort bien d'un système forgé en son temps par le Général de Gaulle et son homme de l'ombre de la tristement célèbre "cellule africaine de l'Élysée", Jacques Foccart.

Tous les présidents de la Ve République ont en effet maintenu des relations privilégiées avec des dictateurs africains, comme l'a illustré la longévité au pouvoir du gabonais Omar Bongo, décédé en emportant quelques uns des secrets les mieux gardés de la "Françafrique". Tous ont donné leur feu vert à des opérations militaires hasardeuses et criminelles, le comble de l'horreur étant incarné par le soutien apporté au régime auteur du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994.

Tous ont cautionné les détournements d'argent public au profit de l'enrichissement de quelques individus, comme l'ont dévoilé l'affaire Elf, l'Angolagate et l'affaire plus récente des "biens mal acquis".

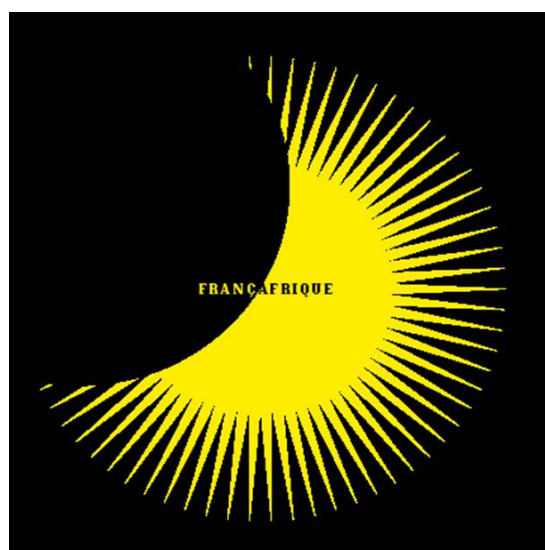
Tous ont laissé perdurer un régime d'exception confiant tous les pouvoirs à l'exécutif, bafouant souvent l'indépendance de la Justice pour protéger des intérêts diplomatiques.

Il a fallu du temps et la ténacité de quelques militants, journalistes, hommes de loi, pour que les agissements occultes de la Françafrique commencent à être connus des Français, au grand dam de ceux qui ont toujours voulu la protéger de la lumière. (...) lire la suite de cet appel:

<http://www.afrique2010.fr/agir/article/appel-2010-liberons-nous-de-50-ans>

Premiers signataires:

Jean-Claude Amara, porte-parole de Droits devant , **Didier Awadi**, musicien , **Nicolas Bancel**, historien, Université de Lausanne , **Pascal Blanchard**, historien, laboratoire **communication et politique du CNRS** , **Patrick Baudoin**, président d'honneur de la FIDH , **Laurent Beccaria**, éditeur (Les Arènes) , **Patrick Braouezec**, député de Seine-Saint-Denis , **Anne Crenier-Vaudano**, ancienne présidente du Syndicat **de la Magistrature** , **Patrick Chamoiseau**, écrivain , **Bruce Clarke**, artiste plasticien , **Liliane Cordova Kaczerginski**, coordinatrice IJAN, **international jewish antizionist network** , **Thomas Coutrot**, co-président d'ATTAC-France , **Boubacar Boris Diop**, écrivain , **Tiken Jah Fakoly**, musicien , **Mireille Fanon-Mendès-France**, présidente de la **Fondation Fanon** , **Danielle Fournier**, conseillère de Paris , **François Gèze**, éditeur (La Découverte) , **Jérôme Gleizes**, responsable de la commission **transnationale des Verts** , **Olivier Lecour Grandmaison**, universitaire , **Géraud de La Pradelle**, professeur émérite de l'**Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense** , **Koulsy Lamko**, écrivain , **Christian Mahieux**, porte-parole de l'Union syndicale **Solidaires** , **Noël Mamère**, député de Gironde , **Gus Massiah**, membre fondateur du Cédétim-lpam , **Gloria Mika**, fondatrice des Angés Gardiens pour la **Transparence (mannequin, activiste)** , **Damien Millet**, porte-parole du CADTM-France , **Pius Njawé**, journaliste , **Benjamin Moutsila**, Fédération des Congolais de la **Diaspora** , **Denis Robert**, journaliste , **Alain Ruscio**, historien , **Mariam Sankara**, veuve du président Thomas Sankara , **Odile Sankara**, comédienne , **Soro Solo**, journaliste , **Christiane Taubira**, députée de Guyane , **Odile Tobner**, présidente de Survie , **Comi Toulabor**, chercheur au CEAN , **Eric Toussaint**, président du CADTM Belgique , **Sayouba Traoré**, écrivain , **Aurélie Trouvé**, co-présidente d'ATTAC-France, **François Asensi**, député de Seine Saint-denis



Colloque à l'Assemblée nationale – 25 mai – PARIS

La Plateforme Citoyenne France-Afrique organise un colloque à l'Assemblée Nationale sur le thème du contrôle parlementaire de la politique africaine de la France.

Alors qu'une réforme constitutionnelle censée renforcer le rôle du Parlement a été adoptée en 2008, il semble important d'associer des parlementaires à cette réflexion, afin de les sensibiliser aux questions du contrôle de la politique africaine, de les informer des outils existants et de les inciter à s'impliquer davantage sur ces sujets. Ce colloque constitue donc une étape dans un travail de plus long terme de plaidoyer et de mobilisation auprès des parlementaires, et de la classe politique en général sur le thème du contrôle de la politique de la France en Afrique.

A l'invitation de M. Patrick Braouezec, député de la 2e circonscription de la Seine-Saint-Denis

Salon Mars 3, 101, rue de l'Université (Métro Invalides)

Participation sur inscription (nombre de places limités) Entrée sous présentation d'une pièce d'identité.

Un ou plusieurs parlementaires seront associés à chaque séquence du colloque pour échanger avec les intervenants sur les différentes thématiques abordées.

13h45 - introduction

« Trois ans après la parution du *Livre Blanc pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente*, quelles ruptures, quelles continuités dans la politique africaine de la France ? »

Patrick Braouezec, Grégoire Niaudet (Secours Catholique), **Fabrice Tarrit** (Survie)

14h15 - Les Opérations militaires extérieures et la réforme des accords de défense

Coordination : **Fabrice Tarrit** (Survie)

Exposé: **Nicolas Vercken** (chargé de plaidoyer Conflits - Oxfam France)

La réforme constitutionnelle de 2008 a renforcé en théorie les pouvoirs de contrôle du parlement sur les opérations militaires extérieures de la France. Mais ce contrôle, qui s'exerce uniquement a posteriori et pour les interventions les plus longues, reste trop symbolique, n'est pas systématique et ne porte pas sur toutes les interventions existantes, y compris dans des cadres multilatéraux et/ou sur des programmes de formation ou de réforme du secteur de la sécurité. En outre, en dépit des annonces présidentielles faites au Cap en février 2008, la question de la renégociation des accords de coopération militaire demeure exempte de tout contrôle. De même, les exportations d'armement et les opérations secrètes restent exclues, de droit ou de fait, du contrôle parlementaire. Face à ce constat, les questions suivantes se posent :

Comment rendre la réforme constitutionnelle effective et mettre en œuvre un contrôle parlementaire régulier et systématique sur les opex ? Quel suivi parlementaire des engagements du discours du Cap ?

Quelles pistes de contrôle parlementaire sur les exportations d'armement ou sur les opérations secrètes ?

15h30 - atelier 2 : L'Aide Publique au Développement française en Afrique

Coordination : **Sébastien Fourmy** (Oxfam-France)

Exposé : **Katia Herrgott** (chargée de mission APD – Coordination-SUD)

En dépit des engagements pris par la France en termes de volume global, l'aide française reste aujourd'hui insuffisante pour atteindre l'objectif fixé à 0,7% du PNB pour 2015. En outre,

la composition de cette aide pose question. Les prêts consentis par l'AFD sont en hausse et tendent à remplacer des subventions en chute libre. Enfin et surtout, l'instrumentalisation de cette aide est également une source de préoccupation. L'APD répond ainsi essentiellement pour la France à des exigences géopolitiques, stratégiques et économiques, et est désormais utilisée comme un moyen de pression pour contrôler les flux d'immigration. Autant d'orientations qui semblent peu compatibles avec une lutte efficace contre la pauvreté dans les pays bénéficiaires de l'aide...

Quel rôle peuvent jouer les parlementaires dans la définition des orientations stratégiques de l'APD française ? Comment améliorer l'efficacité de l'aide française en termes de lutte contre la pauvreté, mais aussi en matière de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance, dans les pays bénéficiaires ?

16h45 - atelier 3 : La France et l'Union Européenne et la promotion de la démocratie et de l'État de droit en Afrique

Coordination : **Philippe Mayol** (CCFD)

Exposé : **André Afanou** (CACIT)

La question du soutien aux régimes dictatoriaux et de la validation de scrutins irréguliers par la France se pose toujours avec beaucoup d'acuité dans certains pays africains. Ces dernières années, nombreux ont été les coups d'État et les scrutins anti-démocratiques avalisés voire directement soutenus par la France. Quant à l'Union Européenne, son attitude suscite également des interrogations. Si elle exprime parfois des positions fermes et met en œuvre des sanctions à l'égard de ces dérives autoritaires, elle est aussi parfois tentée de s'aligner sur des positions plus "indulgentes" défendue par des États-membres comme la France.

Comment améliorer le contrôle parlementaire sur la coopération et la diplomatie française en matière de promotion de la démocratie et de l'État de droit en Afrique ?

Quel rôle pour la France au sein du dispositif européen en matière de coopération économique, d'appui à l'organisation et à l'observation des processus électoraux ou encore de lutte contre l'impunité ?

18h00 - conclusion :

« Outils du contrôle et les synergies entre contrôle parlementaire et contrôle citoyen »

Michel Roy (responsable Plaidoyer international – Secours Catholique), Gustave Massiah (représentant du CRID)

La Plateforme citoyenne France-Afrique est composée de:

ACAT-France, ATTAC, CCFD, Cimade, CRID, Cedetim-IPAM, Mouvement de la Paix, Oxfam France Agir-ici, Peuples Solidaires, Réseau Foi et Justice, Secours Catholique Caritas-France, Survie

La plateforme a publié en février le Livre blanc *Pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente* pour assorti de nombreuses propositions qui ont été défendues devant l'Élysée, les cabinets ministériels, des parlementaires et la presse française et africaine.



Forum Citoyen France-Afrique – 29 mai – AUBERVILLIERS



(à 200m du périphérique à la porte d'Aubervilliers) à l'Espace Fraternité (Magic Mirror)

*Cabaret situé 10, 12 rue de la Gare à Aubervilliers (limite Paris niveau porte d'Aubervilliers)
M° ligne 12 Porte de la Chapelle + bus 65 arrêt Skanderbeg ou Bus : 54, PC3, porte d'Aubervilliers, ou bus 552, 65 arrêt Skanderbeg.*

Le XXVème Sommet des chefs d'État de France et d'Afrique se tiendra à Nice les 31 mai et 1er juin prochains. Il sera une nouvelle occasion pour la France de légitimer des chefs d'Etat souvent contestés et corrompus afin de préserver ses intérêts, notamment économiques, sur le continent.

Considérant que ce Sommet ne va probablement pas aborder les questions cruciales pour le continent : promotion de la démocratie et des droits humains, lutte contre la corruption et contre le pillage des ressources naturelles, une vingtaine d'organisations des sociétés civiles françaises et africaines organisent un Forum citoyen France-Afrique avec pour objectif de promouvoir une politique de la France en Afrique plus responsable et transparente.

Programme :

11h-12h30 : Néocolonialisme et réalités des migrations avec :

Gilles LEMAIRE (Cedetim+Attac)

Emmanuel TERRAY, anthropologue, Cedetim

Un représentant du CSP 75 (Collectif des Sans-papiers)

Lorenzo GABRIELLI, doctorant en sciences politiques au CEAN-IEP de Bordeaux

Un syndicaliste de la CGT ou Solidaires

12h45-14h30 : Elections et démocratie en Afrique avec :

Téné Sop, membre du Conseil National pour la Résistance, mouvement UmNyobiste/
Allemagne-Cameroun

André Afanou du CACIT-Togo (Collectif des Associations contre l'impunité au Togo)

Benjamin Moutsila de la Fédération des Congolais de la Diaspora

Omar Ould Dedde d'Assez de coups d'Etat (Mauritanie)

14h45-16h30 : Responsabilité sociale et environnementale des entreprises française en Afrique avec :

Jean Merckaert, chargé du programme « Financement du développement » au CCFD-Terre Solidaire et coordinateur de la Plate-forme Paradis Fiscaux et Judiciaires

Brice Mackosso, coordinateur de la coalition « Publiez ce que vous payez » - Congo Brazzaville, coordinateur responsable Commission Justice et Paix, Pointe Noire

Grégoire Niaudet, chargé de projets Afrique-Golfe de Guinée au Secours Catholique-Caritas France

17h-19h : Panorama des résistances des sociétés civiles en Afrique avec :

Gustave Massiah, membre du Conseil International du Forum Social Mondial

Olivier Blamangin, responsable Afrique de la CGT

Odile Biyidi-Awala, présidente de Survie

Tiken Jah Fakoly, artiste musicien

Présentation de la campagne 2010 de Survie : *2010 : Libérons-nous de 50 ans de Françafrique*, <http://www.afrique2010.fr/>

19h30-minuit : Concerts contre la Françafrique

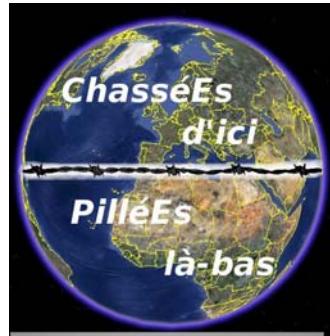
Apkass, entre slam, instrumentation traditionnelle, hip hop aux accents jazz et soul <http://www.apkass.com/>

HK et les saltimbanks, chanson française naturalisée, avec HK chanteur de MAP <http://www.myspace.com/hksaltimbank>

Atri N'Assouf, Blues-Rock Touareg <http://www.myspace.com/atrinasouf>, <http://atrinasouf.over-blog.com/>, vidéos

En soutien de cet évènement :

Mairie d'Aubervilliers www.aubervilliers.fr, Association Survie <http://survie.org>, Secours Catholique Caritas France www.secours-catholique.org, CCFD-Terre Solidaire <http://ccfd-terresolidaire.org>, Collectif Areva ne fera pas la loi au Niger <http://areva.niger.free.fr>, Attac France www.france.attac.org, CRID www.crid.asso.fr, Réseau Foix et Justice, Mouvement de la Paix www.mvtpaix.org, Plateforme citoyenne France-Afrique, Peuples Solidaires www.peuples-solidaires.org, Cedetim-ipam www.reseau-ipam.org, CADTM www.cadtm.org, Tchinquagen collectif-tchinquagen.over-blog.com, Les amis de la Terre www.amisdela terre.org, Fédération des Congolais de la Diaspora www.fcd-diaspora.org, Vision du Monde www.visiondumonde.fr, CODE lecode.afrikblog.com, ACAT www.acatfrance.fr, Conseil National pour la Résistance mouvement umnyobiste <http://cnrmun.afrikblog.com>, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, AFASPA <http://www.afaspa.com/> ACAT-France <http://www.acatfrance.fr/> Ritimo <http://www.ritimo.org/>



XXVe sommet Afrique-France Chassés d'ici, pillés là-bas !

Nice accueille, les 31 mai et 1er juin, le XXVe Sommet des chefs d'État de France et d'Afrique, un moment essentiel de la politique africaine de la France. Ces sommets réguliers, qui offrent à des chefs d'État souvent criminels et corrompus l'occasion d'asseoir leur impunité, ont pour objectif de renforcer les liens politiques, économiques et militaires entre la France et ses anciennes colonies africaines, ainsi qu'avec les pays extérieurs à son traditionnel « pré-carré ». Celui-ci sera en particulier l'occasion de favoriser les « affaires », avec plus de 200 entreprises françaises et africaines invitées...

Cette politique françafricaine encourage le pillage des ressources naturelles et humaines par le contrôle monétaire du franc CFA, la dette, la dérèglementation et la casse des services publics réclamées par les institutions multilatérales, le détournement massif de capitaux via les paradis fiscaux... Mais aussi par le recours à l'immigration choisie et le soutien à des gouvernements qui méprisent démocratie et droits humains.

Cette politique françafricaine est l'un des moteurs d'une émigration qui ne pourra qu'augmenter, stimulée par le changement climatique, le saccage environnemental et social qui accompagne le pillage des ressources et la concurrence déloyale des exportations agricoles des pays riches ou émergents. Pour des millions de personnes, la seule possibilité est l'exode vers l'Europe où elles enrichissent pays d'accueil et entreprises par leur travail, leurs cotisations, leurs impôts même si souvent sans papiers, elles sont privées de leur droits légitimes.

La France, dans une Europe forteresse, dénonce hypocritement l'afflux de réfugiés économiques et climatiques qu'elle contribue à créer plutôt que d'agir directement sur les causes, qu'une aide au développement trop souvent détournée de ses objectifs ne parviendra jamais à combattre efficacement.

Nous dénonçons la double dimension de la politique de la France vis à vis de l'Afrique :

- Une politique extérieure, prédatrice au niveau économique, destructrice de l'environnement et contraire à l'intérêt des peuples africains et français,
- Une politique migratoire, qui désigne des boucs-émissaires quand il faudrait aider et régulariser.

**Nous, réseaux militants et simples citoyen-ne-s, nous nous sommes rassemblé-e-s
pour proposer en amont et pendant ce sommet officiel le maximum d'événements publics
en vue d'informer et de mobiliser sur ces thèmes.**

+ d'infos : <http://local.attac.org/attac06/>

Signataires, au 24 mai :

Agir contre le Racisme, Amis de la démocratie, Amis de la Terre France, Artisans du Monde, Association pour la Démocratie à Nice (ADN), ATTAC France, CADTM France, Cantine Piedanlepla, CEDETIM, CETIM, CLAJ, Collectif Anarchiste des Alpes Maritimes (CAAM), Comité de Vigilance des Alpes Maritimes (COVIAM), Emancipation, Europe Ecologie 06, Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD), Fédération nationale des syndicats SUD Education, FSU 06, Greenpeace-Nice, GTT International, Jeunes Communistes 06, journal Le Patriote, Les Verts France, LDH Nice Cannes-Grasse et région PACA, Les Alternatifs, Maroc Solidarités Citoyennes, MRAP France, Nice Citoyenne et Altermondialiste (NICEA), No Vox, NPA France, PCF-06, PECOS, RESF-06, SOS Françafrique, Sud-Solidaires, Survie France, UD-CGT 06, Vie&Partages



Alpes Maritimes, du 27 mai au
1er juin 2010

**Contre-Sommet Afrique-
France :
Chassés d'ici, pil-
lés là-bas !**

Judi 27 mai :

18h30, conférence débat « *Afrique France Europe : néocolonialisme ou partenariat ?* » organisée par le journal *Le Patriote* avec Thomas Borrel pour l'association Survie et Pierre Barbancey du journal *l'Humanité* à l'hôtel Ibis de Nice, (proche gare SNCF), salon Baie des Anges

Samedi 29 mai :

9h30 à 12h, film-débat « *La fin de la pauvreté ?* », cinéma la Strada (Mouans Sartoux)

Dimanche 30 mai :

10h manifestation avec les marcheurs à Cannes, départ esplanade devant la mairie

16h rassemblement gare Riquier à Nice avec les marcheurs pour manifester jusqu'au centre de rétention (caserne Auvare).

19h30 : repas collectif, concert de ZEP, devant ou à proximité de la caserne Auvare

Lundi 31 mai :

Dès 11h stands d'information toute la journée, pique-nique collectif à prix libre, animations toute l'après-midi place de la Libération :

18h30 manifestation unitaire départ de la gare Thiers à la Libération par l'av. Malausséna

20h30 : Table-ronde et débats, place de la Libération (ou en salle en cas de pluie) avec:

- **Odile Tobner**, présidente de Survie
- **Brice Mackosso**, coordinateur de la coalition « Publiez ce que vous payez » - Congo Brazzaville, coordinateur responsable Commission Justice et Paix, Pointe Noire
- **André Afanou**, du CACIT-Togo (Collectif des Associations contre l'impunité au Togo)
- **Olivier Blamangin**, responsable Afrique de la CGT (sous-réserve)
- **Un représentant des marcheurs sans-papiers**

Pour plus d'information:

Contact : contresommet.nice@gmail.com

- Thomas Borrell (Survie) : 06.16.97.42.87
- Geneviève Legay (ATTAC 06) : 06.16.91.15.22
- Franck Gaye (Sud Education 06) : 06.33.18.21.97
- Estelle Coll (CGT 06) : 06.50.02.71.57

Programme détaillé et actualisé : <http://local.attac.org/attac06/>

La Marche Paris-Nice : www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net

Marche des sans-papiers - du 1er au 30 mai - PARIS-NICE

Nous soutenons les sans papier en marche
pour la régularisation !



A Nice les 31 mai et 1er juin se tient un sommet pour commémorer le cinquantième anniversaire des indépendances des pays Africains. Les Collectifs de sans papiers réunis dans le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers ont décidé de marcher de Paris à Nice pour réclamer la régularisation des sans papiers qui vivent et travaillent en France.

Beaucoup viennent des pays africains qui ont gagné leur indépendance en 1960. Malheureusement le colonialisme de la France qui avait abondamment pillé les ressources, utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre a continué sous la forme de rapport néocoloniaux. Les pays ne se sont pas développés et ils ont du migrer pour nourrir leurs familles.

L'agriculture exportatrice européenne et le mode de développement des pays riches a accéléré un réchauffement climatique, qui dans les pays subsahariens a diminué les pluies des moussons et a contraint les paysans des pays africains à fuir les campagnes, aller végéter dans les villes ou migrer vers l'Europe.

Le gouvernement français est responsable de cette situation, trop souvent les gouvernements africains sont complices de cette politique. Ainsi les Accords de réadmission signés par trop de pays organisent avec l'Europe forteresse de la directive de la honte « la chasse aux migrants » et leur expulsion.

Assez de ces traitements indignes !
Gouvernements africains arrêtez de collaborer !
Gouvernement français, régularisez les sans papiers !

Nous associations et organisations signataires appelons à constituer des collectifs dans toutes les villes étapes pour soutenir et accueillir les marcheurs qui durant le mois de Mai iront de Paris à Nice.

Signataires au 28 avril :

ACORT, Alternative libertaire, Alif Sans Papiers, les Alternatifs, Association des communistes unitaires, Assouevam, ATMF, Attac, CADTM, CASE, Cedetim, CIIP(Centre d'information Inter-Peuples de Grenoble), Collectif cohésion, CSP Montreuil, CSP Turcs et Kurdes, Confédération Paysanne, Coordination Rhône Alpes de soutien aux sans papiers, Coordination 75, Coordination 93 de lutte pour les sans papiers, CNSP (coordination nationale des sans papiers), COPAF, Coviam (comité de vigilance des Alpes Maritimes), le CRAN, DAL (Droit au Logement), Droits devant, Emancipation, FASE, Fasti, Fédération Sud éducation, FTCT, Gisti, IACD, IPAM (initiatives pour un autre mode), Fédération du Rhône de la LDH, Maison des Etudiants de Côte d'Ivoire, MRAP, NPA, PCF, Rafale, RDA, RESF, Réseau féministe "Ruptures", Respaix, Survie, Union Syndicale Solidaires, les Verts-Europe écologie, VP-Partisan